

**Procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire  
du 31 mars 2021**

Le 31 mars 2021 à 14h00, l'association Réseau français des Villes-Santé de l'OMS s'est réunie en Assemblée Générale Ordinaire, en visioconférence via l'application Teams.

**Présences**

**Sont présents les Villes-Santé membres de l'association (53) :**

**Aix-les-Bains** : Michelle Brauer [élu.e.s] ; Guillaume Rey [technicien.ne.s]  
**Albi** : Sophie Camman [technicien.ne.s]  
**Amiens** : Bruno Bienaimé (a rejoint à 14h15) [élu.e.s] ; Patrick Kerros [technicien.ne.s]  
**Angers** : Gérard Boussin [technicien.ne.s]  
**Aubagne** : Marie-Madeleine Martin [technicien.ne.s]  
**Besançon** : Cyril Devesa [élu.e.s]  
**Bethune** : Eric Veldeman [technicien.ne.s]  
**Bordeaux** : Sylvie Justome [élu.e.s] ; Noémie Bossard [technicien.ne.s]  
**Bordeaux Métropole** : Isabelle Haumont [technicien.ne.s]  
**Bourg-en-Bresse** : Nadia Oulem-Salem [élu.e.s] ; Sophie AULAZ [technicien.ne.s] ;  
**Bourgoin Jallieu** : Alain Batillot [élu.e.s] ; Emmanuel Terras [technicien.ne.s]  
**Brest** : Fragan Valentin-Leméni [élu.e.s] ; Sabine Kerros [technicien.ne.s] ;  
**CA Paris Vallée de la Marne** : Cristela El Bejaoui, Ilhame Kadi [technicien.ne.s] ;  
**Caen** : Franck Bouloux [technicien.ne.s] ;  
**Calais** : Janique Fontaine [élu.e.s] ;  
**Cannes** : Jacques Gauthier [élu.e.s] ;  
**Chamalières** : Nathalie Salabert, Xavier Bousset [élu.e.s] ; Bertrand Ribeyre  
**Châteauroux** : Tiphaine Delétang Renaudet [technicien.ne.s] ;  
**Cherbourg en Cotentin** : Lydie poitevin [élu.e.s] ;  
**Dijon** : Françoise Tenenbaum [élu.e.s] ;  
**Dunkerque (CU)** : Delphine Castelli [élu.e.s] ; Gwenael JAHANNEAU [technicien.ne.s] ;  
**Evry-Courcouronnes** : Pascale Echard-Bezault [technicien.ne.s] ;  
**Grand Nancy Métropole** : Jane-Laure Danan [technicien.ne.s] ;  
**Grenoble** : Pierre-André Juven [élu.e.s] ; Loic Biot [technicien.ne.s] ;  
**Guyancourt** : Danièle Viala [élu.e.s] ; Dominique Salone [technicien.ne.s] ;  
**Jurançon** : Pierre Hamelin [élu.e.s] ;  
**Lille** : Hélène Pauchet [technicien.ne.s] ;  
**Limoges** : Mathieu Parneix [élu.e.s] ; Bernard Bertin [technicien.ne.s] **Loon-Plage** : Alex Obry [technicien.ne.s] ;  
**Lyon** : Céline de Laurens [élu.e.s] ; Myriam Buffet, Sophie Pamiès, Anaïs Le Bouffant [technicien.ne.s] ;

**Marseille** : Dominique Chanaud [technicien.ne.s] ;  
**Metz** : Dr Khalifé [élu.e.s] ; Christelle Enaux-Bohl [technicien.ne.s]  
**Montpellier** : Charles Sultan [élu.e.s] ; Olivier Dufour [technicien.ne.s] ; Nina Panteix [stagiaire]  
**Montreuil** : Olivier Madaule [élu.e.s] ; Barbara Perelman [technicien.ne.s] ;  
**Mulhouse** : Henri Metzger [élu.e.s] ; Marion Sutter [technicien.ne.s] ;  
**Nantes** : Marlène Collineau [élu.e.s] ;  
**Nice** : Richard Chemla [élu.e.s] ; Patricia Saraux, Fabien Lanteri [technicien.ne.s] ;  
**Orléans** : Florent Montillot [élu.e.s] ; Jeanne-Marie de Amorim [technicien.ne.s] ;  
**Poitiers** : Agnès Dioné [élu.e.s] ; Véronique Bounaud [technicien.ne.s] ;  
**Quimper** : Yvonne Rainero [élu.e.s] ;  
**Rennes** : Yannick Nadesan [élu.e.s] ; Arnaud Laurans [technicien.ne.s] ;  
**Rouen** : Sophie Carpentier [élu.e.s] ; Anne Mélot [technicien.ne.s] ;  
**Saint-Amand-les-Eaux** : David Leclercq [élu.e.s] ; Virginie Hayez [technicien.ne.s] ;  
**Saint-Denis** : Céline Larose [élu.e.s] ;  
**Saint-Joseph** : Gérald Kerbidi [élu.e.s] ; Moutouchetty Fabienne [technicien.ne.s] ;  
**Saint-Quentin-en-Yvelines (CA)** : François Morton [élu.e] ; Anne Baekelandt [technicien.ne.s] ;  
**Salon de Provence** : Ali Mofredj [élu.e.s] ;  
**St Etienne du Rouvray** : Chloé Stephan [technicien.ne.s] ;  
**Strasbourg** : Alexandre Feltz [élu.e.s] ; Thibaut Mutel [technicien.ne.s] ;  
**Toulouse** : Dominique Bourgois [technicien.ne.s] ;  
**Troyes** : Valérie Dufresnes [technicien.ne.s] ;  
**Val de Fensch** : Jean-Pierre Cerbai [élu.e.s] ; Philippe Buiatti [technicien.ne.s] ;  
**Valence** : Marie-José Seguin [élu.e.s] ;

**Par un pouvoir :**

**Porto-Vecchio** donne pouvoir à Marseille  
**Carcassonne** donne pouvoir à Toulouse  
**Lorient** donne pouvoir à Brest  
**Narbonne** donne pouvoir à Montpellier

**Sont présentes les salariées de l'association :**

Maude Luherne, directrice  
Nina Lemaire, cheffe de projet  
Morgane Marière, assistante administration et communication

**Sont présents comme invités :**

L'expert-comptable de l'association, Jean-Pierre Jager  
La commissaire au compte de l'association, Anne-Laure Bertrand  
La future salariée, Julie Boussard

**Ordre du jour :**

1. Introduction
2. Rapport moral, Rapport d'activités 2020 | Présentation et votes
3. Comptes 2020, présentation du rapport de la Commissaire aux comptes, affectation du résultat, Budget de l'association pour l'exercice en cours | Présentation et votes
4. Priorités stratégiques 2021, travaux communs, colloque 2021 et ses thématiques
5. Elections du Conseil d'Administration
6. Présentation des nouvelles Villes-Santé membres (Val de Fensch, Val de Garonne, Jurançon, Albi)
7. Calendrier 2021 et questions diverses
8. Fin de l'Assemblée Générale

Yannick Nadesan, Président du RfVS, ouvre l'AG.

**Résolutions**

Point à l'ordre du jour	Discussion/Débat/Remarques	Résolution
<b>1. Introduction</b>	Les personnes se présentent au fur et à mesure de leur connexion. <b>Maude Luherne (RfVS)</b> : explications sur l'utilisation de l'outil Teams, sur le déroulement des votes et annonce des pouvoirs attribués.  <b>Yannick Nadesan (président RfVS)</b> : présente l'ordre du jour.	
<b>2. Présentation du compte-rendu de l'AG du 30 septembre 2020</b>	<b>Yannick Nadesan</b> : le compte-rendu a été adressé en amont de cette AG. Des personnes souhaitent elles faire des remarques sur le compte-rendu de l'Assemblée Générale du 30 septembre 2020 ? Pas de vote formel nécessaire	<b>Aucune remarque – approbation du dernier CR</b>
<b>3. Rapport moral, Rapport d'activités 2020</b>	<b>Yannick Nadesan</b> : On a vécu une année 2020 particulière ; elle l'a été encore plus pour le RfVS du fait, évidemment de la crise sanitaire de la Covid-19 mais aussi d'une crise interne qui a amené à un temps de transition et à un renouvellement complet du secrétariat du réseau : Nina Lemaire, cheffe de projet qui a été recrutée au printemps 2020, Maude Luherne, notre directrice qui a été recrutée cet été et Morgane Marière arrivée en novembre 2020 comme assistante administration et communication. L'équipe s'est	<b>Vote :</b> 53 votants / 53 pour  <b>Le rapport moral et d'activité est adopté à l'unanimité</b>

étoffée et va continuer de s'agrandir avec l'arrivée prévue de Julie Boussard d'ici quelques semaines comme chargée de mission.

Souhaite particulièrement remercier Nina et Maude pour cette année 2020, d'autant que pour ajouter à ces deux chocs, nous avons eu le renouvellement des élus dû aux élections 2020, le réseau a pu s'appuyer sur elles pour assurer les activités du réseau. On a pu également s'appuyer sur les responsables de services des différentes villes porteurs de l'histoire et des compétences et expertises de la vie du réseau et aussi de quelques élus porteurs de cet historique, qui pour les nouveaux élus dans le Réseau ont été une ressource très importante. 2020 a donc été une période de restructuration qui est toujours en cours mais malgré quelques mois de transition et de vide, les missions habituelles ont été assurées sous l'impulsion de Maude. La vie du réseau a retrouvé un bon rythme de travail avec notamment 5 GT organisé en 2020, notamment un nouveau GT portant sur la crise sanitaire et qui a eu une vitalité très intense.

Le Réseau a aussi assumé des prises de position, comme d'ailleurs la nouvelle prise de position proposée aujourd'hui, sur les aspects santé mentale. La prise de position du s'appuie sur le lien avec différents acteurs publics, notamment la Direction Générale de la Santé.

Les réseaux régionaux sont actuellement en pleine remobilisation. Ils sont très importants car ils permettent une agilité, d'avoir un meilleur rapport avec l'ARS, très inégale selon les territoires, des relations directes de proximité qui permettent une meilleure réactivité.

La vitalité du réseau c'est bien sûr aussi ses élus, son organisation avec son Bureau, son CA. Il y avait une véritable difficulté à la suite des élections de 2020 pour faire en sorte que tout le monde s'intègre mais on arrive aujourd'hui à un rythme de croisière. Le renouvellement du CA d'aujourd'hui est un nouveau temps fort dans la vie du Réseau ; nous souhaitons avec ce renouvellement franchir un pas et être dans une reconnaissance plus affirmée du rôle des villes du CA dans l'organisation des différents GT et thématiques, en lien avec le secrétariat.

Concernant les perspectives 2021, il s'agit de finir d'asseoir l'ensemble de ces évolutions avec notamment le colloque, prévu le 9 novembre à Rennes et qui on l'espère pourra se tenir en présentiel. Même s'il n'est pas possible de le faire en présentiel en novembre nous aurons la possibilité de repousser la date du colloque ou si un évènement en présentiel n'est vraiment pas possible, il y aura la possibilité du distanciel. Objectif et volonté de pouvoir avoir ce colloque en fin d'année et qui nous permettra d'être à la fois en rétrospective et projection sur la gestion de la crise sanitaire, s'appuyant sur la richesse que constitue cette expérience ce que nous vivons mais aussi pour assurer une résilience plus forte de nos territoires et faire en sorte que nos populations dans leur diversité et avec équité puissent traverser ces moments le mieux possible en lien avec les valeurs les positions qui sont celles du réseau.

Je finirai sur vitalité du Réseau avec les nouveaux membres qui se présenteront au cours de cette AG. C'est dynamique en cours est due à la période que nous vivons qui met en lumière la dimension santé et une prise de conscience sur l'intérêt de travailler en réseau mais cette dynamique est loin d'être terminée.

*L'équipe a été saluée par les membres du réseau pour son travail en 2020-2021.*

**Maude Luherne présente le rapport d'activités:** Comme l'a rappelé Yannick Nadesan une toute nouvelle équipe s'est créée en 2020 et augmentera en 2021 ; nous serons bientôt 4, avec Julie Boussard qui nous rejoint [Présentation de Julie Boussard qui occupera le poste de Chargée de mission prévention et promotion de la santé]

Julie suivra notamment les questions nutrition et activité physique en lien avec nos conventions mais aussi l'accès aux soins et les questions relatives à la Covid-19.

Maude sera en congé maternité de mai à septembre et l'intérim de direction sera assuré par Nina qui est la doyenne de l'équipe ; Morgane assurera tout le suivi administratif, la communication et la logistique autour du Colloque.

Le réseau n'a pas grandi entre 2019 et 2020 restants à 92 villes / EPCI mais 4 nouveaux membres nous rejoignent en cette année 2021.

Sur 2020 les actions ont été orientées sur 4 grand axes thématiques, qui ont été réorientés du fait de la crise sanitaire. La crise sanitaire de la Covid a en effet pris le pas sur beaucoup d'activités du Réseau. La thématique santé-environnement, urbanisme favorable à la santé a également beaucoup occupé le réseau en 2020. Concernant les actions en prévention et promotion de la santé le réseau a fait quelques travaux avec notamment le suivi du Plan National Nutrition Santé mais aussi la question du sport santé. Finalement, un axe thématique se renforce sur l'accès aux soins primaires dans le cadre d'un projet qui nous lie avec la Banque des territoires mais qui nous permet plus globalement de lancer un groupe de travail sur ce sujet.

Pour les actions 2020, nous avons répertorié les indicateurs suivants pour le réseau :

- Tout début 2020 un colloque national et séminaire a été organisé sur les espaces verts et sur les espaces sans tabac. Tous les résultats de ce colloque sont en ligne sur notre site internet. Cela avait déjà été évoqué lors de la dernière AG 2020.

Il y a également 5 Groupes de travail nationaux qui se sont réunis pendant l'année 2020 avec notamment un nouveau GT Villes et Covid qui s'est lancé en novembre sur une base de 2 réunions par mois.

Nous avons également réalisé 5 productions écrites : 2 enquêtes, 2 Points Villes-Santé et l'ouvrage Espaces verts.

Il y a aussi eu un travail de plaidoyer important avec 5 Communiqués de presse et tribunes, 6 avis donnés sur différents sujets et la participation du RfVS à des auditions et groupes de travail nationaux (notamment organisé par le ministère de la santé mais pas seulement).

On a eu une activité particulièrement forte en 2020 pour ce qui concerne les Ville-à-ville (service qui permet à une ville de poser une question à l'ensemble des villes membres du Réseau) avec 34 Ville à Villes dont 17 portants sur les questions Covid.

Nous vous avons envoyé deux fois dans l'année des documents papier : le Kit nouvel élu, les derniers Ouvrages & Etudes (Espaces verts, Isadora, Etude Villes&COVID) tout récemment.

Enfin nous avons produit 3 newsletters, ce qui est moins que ce qui se faisait d'habitude mais comme l'a dit Yannick Nadesan c'est en raison d'une équipe réduite. Nous allons reprendre un rythme d'envoi de newsletters plus soutenu en 2021.

On a également participé à des événements en visio organisés par des partenaires, et participé à 2 sessions de formation.

**Concernant la crise sanitaire**, nous avons réalisé plusieurs Groupes de travail en visioconférence avec une première session au printemps avec des axes thématiques (port du masque, dépistages, santé mentale, coalition santé) et une deuxième session à l'automne, où beaucoup de personnes ont participé et où l'on abordait à chaque fois une thématique différentes liée à la Covid-19. Tous les comptes-rendus sont également disponibles sur l'Espace réservé de notre site internet. On compte s'appuyer sur ces échanges très riches pour construire une synthèse en 2021 sur ces sujets.

Il y a eu également une activité assez riche de plaidoyer, dans un premier temps dans une coalition d'acteurs notamment avec des élus de Santé Publique Territoire, Fabrique Territoire Santé ou encore la Société Française de Santé Publique pour rappeler l'aspect global de la santé, qui va bien au-delà de l'offre de soins. Une tribune a été publiée en novembre pour « Remettre la santé publique au cœur des débats et des décisions pour une mobilisation efficace face à l'épidémie de COVID-19 » et une rencontre avec la DGS a eu lieu début janvier 2021. Actuellement nous travaillons sur les questions de santé mentale avec la tribune qui vous a été envoyée aujourd'hui.

En termes de productions sur cette crise sanitaire nous avons produit un Point Villes-santé cet été sur un premier aspect très global des actions des villes sur la santé mentale en contexte de crise sanitaire. Nous avons ensuite publié les résultats de l'enquête Villes&COVID sur les retours d'expérience des villes pendant la crise sanitaire. Une première base de travail qui permet de voir les forces et les faiblesses des actions des villes notamment pendant toute la première phase de l'épidémie.

#### **Deuxième axe de travail : Santé-environnement et urbanisme favorable à la santé**

**Nina Lemaire** : concernant le projet sur les espaces verts mené avec l'EHESP, nous avons conclu nos travaux par l'ouvrage Espace vert que vous avez reçu. Nous avons poursuivi le travail commencé en 2019 avec la Ville de Perpignan (projet visant à créer un réseau de personnes interne à la ville sensibilisées à l'UFS) qui s'est conclu en 2020 avec une session de sensibilisation à l'urbanisme favorable à la santé des agents de la ville et de la métropole.

Sur PNSE4 nous avons déjà des membres impliqués dans les différents groupes de travail. En 2020 nous avons rendu un avis complet sur le projet PNSE4 qui sera approuvé au printemps. Nous sommes déjà impliqués dans des actions du PNSE4 qui ont été lancées fin 2020 : le GT national porté par le Conseil National du Bruit "aide la prévention et à la lutte contre le bruit par les collectivités", dans lequel différentes villes participent déjà ainsi que le secrétariat. Nous sommes en train de contribuer à la préfiguration du Green Data 4 Health qui est un futur hub de données en santé-environnement. Cette préfiguration est faite par le CGDD, le ministère de la transition écologique et c'est une action du PNSE4.

Concernant la capitalisation et l'analyse d'actions des Villes-Santé nous avons confié à l'automne un travail à des étudiants d'un Master 2 de l'EHESP pour recueillir et analyser les actions des Villes-Santé visant à prévenir les allergies polliniques que ce soit l'information des personnes, les travaux sur les espaces verts, la surveillance des pollens dans l'air, un travail que l'on va pouvoir capitaliser et poursuivre cette année si vous le souhaitez.

Cette année, 2020, il y a eu beaucoup d'instances nationales qui réfléchissent sur la gouvernance en santé-environnement. D'une part nous nous sommes mobilisés dans un des ateliers de la conférence « une seule santé en pratique » qui visait à émettre des recommandations sur la mise en œuvre de ce concept « une seule santé / One Health » et d'autre part nous avons suivi ce qui se passait du côté des travaux de l'Assemblée nationale, du Sénat et du CESE. L'Assemblée Nationale a publié son rapport en fin 2020 et le Sénat et le CESE il y a quelques jours.

Sur la thématique « rôle des villes et EPCI sur l'offre et accès aux soins primaires »

Dans le cadre d'un projet qui nous lie par une convention à la Banque des Territoires, nous avons l'objectif de produire un livrable comprenant les parties suivantes : connaître le contexte et élaborer un plan d'action, agir sur l'offre de soin, rapprocher les personnes du soin, puis enfin les recommandations et conclusions. Plus largement, en plus de cette production d'un livrable, c'est l'occasion de reprendre toutes les actions des villes sur ce sujet, et créer en 2021 un GT, dont 2 réunions ont déjà eu lieu et qui se poursuivra jusqu'en juillet. En parallèle nous procédons à des entretiens sur certaines actions spécifiques, et nous avons commencé la rédaction du livrable.

Maude Luherne : Sur l'axe **prévention promotion de la santé, alimentation saine et sport-santé** nous aurions souhaité être plus présent en 2020 mais nous accusons d'un léger retard, notamment à cause de la crise sanitaire qui a pris toute une partie de travail. Nous avons néanmoins engagé des échanges avec la DGS et Santé Publique France, qui sont très enthousiastes de travailler avec nous sur ces sujets et nous impliquer davantage sur leurs groupes de travail et sur la mise en œuvre de stratégies pour permettre une meilleure prise en compte et valorisation des actions des villes notamment sur les questions d'alimentation saine. Les RfVS est membre du comité de suivi du Plan National Nutrition Santé et a ce titre invité deux fois par an. Un des travaux repose également sur la promotion de la charte ville active du PNNS qui est actuellement réactivée ; Cette charte a été envoyée à l'ensemble des villes et nous souhaitons continuer de travailler sur sa mise en œuvre. En 2021 il y a également l'idée du mois de l'activité physique, la préparation de JO 2024 et la mise en place du label « terres de jeux ». Santé Publique France souhaite impliquer davantage le RfVS et sur lequel on a déjà eu des échanges. L'idée est de pouvoir mener des actions régionales avec une ou deux ARS et certaines villes du RfVS pour pouvoir expérimenter certaines actions autour de l'alimentation saine. Autour de la question du Sport Santé un groupe de travail sur le sport santé sur ordonnance est ouvert et animé par la ville de Strasbourg, qui a tenu des réunions en 2020, notamment une réunion en présentiel autour du Colloque en 2020 et une en visioconférence. C'est donc un GT qui reste actif et qui va continuer à agir en 2021.

Pour rappel il y a un GT santé scolaire qui s'était réuni en février 2020 juste avant la crise et qui avait produit un benchmark des services municipaux santé scolaire. Il faut savoir aussi que récemment le réseau a été auditionné par la cour des comptes sur cette question des inégalités sociales dans l'enfance, avec un axe très fort sur le rôle des municipalités sur la santé scolaire, un court rapport a été publié et des villes du RfVS ont été auditionnées. C'est un travail qui est en cours.

De plus, nous sommes un Réseau Villes-Santé OMS, nous avons donc également beaucoup d'actions internationales. Nous participons aux réunions mensuelles des réseaux nationaux et villes santé européennes, cela permet un temps d'échange sur différentes thématiques et d'être en contact direct avec d'autres Villes-Santé d'autres pays. L'OMS nous sollicite également pour des interventions dans des webinaires et groupes de travail que l'on essaye de diffuser le plus possible au sein du RfVS.

En 2020 nous avons connu un temps fort qui est la participation à la conférence annuelle des Villes-Santé en visio conférence en décembre et à laquelle plusieurs d'entre vous ont participé. Nous avons réalisé deux présentations lors de cette conférence, d'une part la présentation du Réseau français auprès des autres Réseaux nationaux et la présentation en anglais d'un extrait du Point Ville-Santé santé mentale en contexte du Coronavirus. A l'issue de cette conférence une déclaration politique qui a été produite.

Un autre temps fort est la nomination de Yannick Nadesan au Political Committee des Villes-Santé Européennes. Officiellement le RfVS est actif au sein du Political Committee ce qui va permettre d'influencer et de travailler avec d'autres élus en Europe sur la dimension stratégique de l'OMS. Nous sommes également en phase de renouvellement de notre accréditation sur la phase 2020 – 2024. Nous essayons le plus possible de diffuser les documents OMS aux membres du Réseau, on sait que beaucoup sont exclusivement en anglais, un axe de travail sur lequel on souhaite travailler de plus en plus est de pouvoir travailler une approche synthétique en français des différentes communications de l'OMS qui concerne les villes sur les questions de santé. On essaye d'impliquer les membres dans certains groupes de travail de l'OMS, certains d'entre vous ont été directement contactés à ce sujet.

Enfin et pour rappel ce qui donne un axe à nos actions au quotidien et à nos productions sont les conventions de partenariat.

On reçoit un financement de la DGS et SPF sur 3 volets :

- Volet A : **Fonctionnement général de l'association (+transversal)**
- Volet B : **Nutrition, activité physique, alimentation**
- Volet C : **Santé environnement et Urbanisme favorable à la santé**

Convention que l'on négocie avec la DGS dans le sens de nos axes stratégiques

4<sup>e</sup> volet de travail avec le projet de la Banque des territoires sur **l'offre et l'accès aux soins primaires.**

Nous invitons les membres du réseau à consulter le rapport d'activité envoyé en amont de l'AG.

**Invitation prise de parole :**



**Dominique Chanaud (Marseille)** : Pour corroborer les propos de Maude par l'OMS, effectivement j'ai été contacté par une représentante de l'OMS concernant la santé dans les villes portuaires. L'échange a été autant convivial qu'enrichissant.

**Gérald Kerbidi (St. Joseph de la Réunion)** : J'ai écouté avec beaucoup d'intérêt le rapport moral et financier, qui donnent envie de relancer mes propres actions, le réseau a des actions qui sont ambitieuses avec lesquelles je suis en phase. J'ai été impressionné par ce rapport moral et d'activité.

**Marlène Colineau (Nantes)** : Je voulais simplement redire qu'à la fois au vu du contexte de l'administration de notre réseau, un renouvellement de notre équipe de salariés, un renouvellement des instances du fait du mandat municipal puis tout ça dans un temps de crise sanitaire avec une obligation de remettre en mouvement le Réseau qui était assez affaibli les rapports qui nous ont été présentés de ce point de vue montre une très belle activité et je souhaite remercier l'équipe de salariées au nom de tout le monde. Il y a eu un très bel effort de fait et que ça continue.

**Richard Chemla (Nice)** : Merci. Je voulais insister par rapport à la présentation que l'on vient d'avoir car elle est exemplaire par rapport à la difficulté administrative vécue et par rapport à la période. C'est un très beau rapport d'assemblée générale avec beaucoup de sujets dans le bon sens et de qualité ; il est important que les membres puissent faire un retour lors de l'AG et remercier l'équipe.

**Henry Metzger (Mulhouse)** : Je souhaite aussi complimenter l'équipe et surtout dire qu'on commence à se rendre compte auprès des autres élus et dans le ton de la presse que maintenant nos idées sur les déterminants de santé et des soins de santé primaires prennent réalité. C'est-à-dire que des choses que l'on disait il y a quelques années n'étaient écoutées que d'une oreille légère, les maires étant beaucoup plus attentif à la santé curative. C'est en train de bouger, le contexte, la place de l'environnement, les inégalités sociales de santé, les déterminants de santé tout ce qu'on défend depuis des années commence à être présent et à prendre corps. Parfois c'est même un peu difficile car il faut laisser d'autres prendre tel et tel domaine, comme par exemple l'urbanisme. Je trouve que notre réseau a toute sa place et je remercie l'équipe qui a su maintenir le lien pendant ces mois difficiles.

**Yannick Nadesan** : merci à Maude encore une fois et nous avons toute confiance en Nina pour assurer l'intérim de direction.

Commentaires chat :

*Helene Pauchet (Lille) : Membre du réseau depuis plus de 10 ans, nous avons vu la montée en puissance du réseau, la force et la richesse du collectif. Félicitations à l'équipe pour tout ce travail essentiel.*

*Céline de Laurens (Lyon) : Je partage les remerciements. Cela a été une source d'énergie très importante pour affronter les difficultés dans nos territoires*



	<p><i>Jane-Laure Danan (Grand Nancy) : bravo pour ce travail en période contrainte</i></p> <p><i>Jeanne-Marie De Amorim(Orléans) : Orléans qui a pu vivre les difficultés du réseau, notamment dans la co-organisation du Colloque annuel 2020, la tenue du Séminaire Espaces sans tabac, etc.... Nous sommes très heureux de voir une nouvelle équipe solide reconstituée. Et félicitations Maude !</i></p> <p><i>Loïc Biot (Grenoble) : et merci à tous les membres du réseau qui alimentent les groupes de travail et les villes à villes</i></p>	
<p><b>4. Priorités 2021</b></p>	<p><b>Maude Luherne :</b> Les priorités 2021 se rapprochent beaucoup du rapport d'activité présenté, dans la continuité des 4 axes thématiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Crise sanitaire COVID 19 : nous souhaitons continuer les GT, toute ville qui souhaite organiser avec l'aide de l'équipe une session Ville&amp;Covid prochainement n'hésitez pas à le faire. Le Réseau facilite l'organisation et crée un lien pour l'invitation, n'hésitez pas aussi à être co-animateur avec l'équipe. Un travail un travail de synthèse va être fait d'ici la fin de l'année 2021 sur tous ces retours d'expérience et échanges que nous avons pu avoir.</li> <li>- Prévention/promotion de la santé / Alimentation saine et sport-santé : les groupes de travail continuent, le GT alimentation saine a été acté et devrait s'activer un peu plus fin 2021, nous espérons lancer une enquête sur les actions des Villes-Santé sur l'alimentation saine pour travailler sur le sujet et nous allons continuer à travailler en partenariat avec la DGS et SPF.</li> <li>- Accès aux soins primaires : nous continuons le groupe de travail et un ouvrage devrait sortir après l'été 2021 Concernant les Réseaux Régionaux, très important de pouvoir les réactiver et plusieurs contacts ont été pris dans ce sens. Un premier Réseau Régional Grand-Est a été organisé et d'autres Réseaux Régionaux vont se réunir dans les prochains mois en visio conférence pour le moment.</li> <li>- Nous continuons enfin de travailler dans le cadre de la stratégie 2020-2030 du RfVS OMS et approfondir un travail de plaidoyer sur les axes thématiques. Cela demande une mobilisation du RfVS notamment sur la contribution a ce travail de plaidoyer avec d'autres acteurs ; notamment avec France Urbaine qui est loin d'être officialisé mais qui va suivre son cours avec des projets de lois, éventuellement des plans politiques (Ségur de la Santé publique, projet de loi 4D et santé environnement)</li> </ul> <p><b>Nina Lemaire :</b> Priorités 2021 concernant la Santé environnement et Urbanisme favorable à la santé. <u>Poursuites de travaux engagés :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Poursuivre et approfondir notre participation aux actions du PNSE4 (GT bruit, green data 4 Health) ; échange prévu avec la DGS sur la santé environnement et nutrition. Le réseau est bien identifié par la DGS comme interlocuteur .</li> <li>• GT Perturbateurs endocriniens lancé en janvier 2020, mis en pause du fait de la crise du Covid, co-géré par les villes de Paris, Strasbourg et le secrétariat. Relancé avec une visio le 15 juin (cf.newsletter d'avril).</li> </ul>	<p><b>Des thématiques plus précises vont être proposées pour les ateliers du colloque, sur la base des propositions réalisées lors de l'AG.</b></p> <p><b>En complément des priorités présentées, les membres du réseau ont souhaité renforcer certaines thématiques (pendant ou en dehors du colloque): santé mentale (Orléans, Lille, Poitiers, Limoges, Lyon, Mulhouse, Bordeaux Métropole, Evry-Courcouronnes, Nice) violences (Orléans, Calais), one health (villes de Lyon, Nice, Grand Nancy), continuité des campagnes de vaccination (Lyon, Nice), communication et adhésion/littérature en santé</b></p> <p><b>De plus, proposition par Cannes d'un travail sur l'arrêt cardiaque et sur la mort subite, et de Metz sur la 5G/ou sur risques technologiques sur la santé.</b></p> <p><b>Poitiers a partagé leur démarche d'une commission transversale Promotion de la santé</b></p>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Formation des agents à l'Urbanisme favorable à la santé menée par le RfVS avec Perpignan : communication envers les autres Villes-Santé, mise à disposition des ressources notamment de la méthodologie utilisée.</li> <li>• Il y a aussi une opportunité de faire des temps d'échanges en visio au printemps sur espaces verts &amp; santé et urbanisme favorable à la santé. Rappeler de manière plus conviviale les grands apprentissages Espace verts et santé et sur l'UFS. Comment dans les villes nous pouvons mettre en place des actions à différentes échelles, soit en sensibilisant les agents soit en travaillent sur un projet spécifique ou un document d'urbanisme pour inclure la santé dans toutes les politiques et notamment la politique d'urbanisme et d'aménagement.</li> <li>• Sur le projet Greenh-city (espaces verts) les équipes dese chercheurs continuent le travail d'analyses finales du projet, que nous pourrons valoriser</li> <li>• Il y a un an, le séminaire sur les espaces sans tabac a eu lieu. Pour clôturer tous les échanges, un Point Villes-Santé sortira en avril.</li> </ul> <p><u>Propositions de nouvelles actions :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Créer un GT « one health / espèces à enjeux pour la santé humaine” (rats, ragondins, moustique tigre, punaises de lit, tiques, pollens allergisants etc.)</li> <li>• Tester, avec des Villes-Santé volontaires, des « outils indicateurs » de l'OMS (qualité de l'air, mobilités, espaces verts) et l'intégration d'indicateur santé dans les indicateurs des projets/politiques d'adaptation au changement climatique</li> <li>• Construire un positionnement du RfVS sur la gouvernance en santé-environnement, face aux réflexions nationales actuelles (Loi Climat, Assemblée Nationale, Sénat, CESE)</li> </ul> <p><u>Commentaire chat :</u></p> <p><i>Sophie Pamiès (Lyon) : Lyon partant pour le GT One Health</i></p> <p><i>Patricia Saraux (Nice) : Nice pourrait également être partante pour tester les outils one health je pense</i></p> <p><i>Jane-Laure Danan (Grand Nancy) : Grand Nancy métropole partante aussi pour le GT one health</i></p> <p><b>Maude Luherne :</b> Une autre priorité 2021 est l'organisation du Colloque qui aura lieu le 9 novembre au Couvent des Jacobins en centre-ville de Rennes. C'est un lieu spacieux où nous pouvons mieux respecter les gestes barrières. Nous souhaitons également organiser un CA la veille, le 8 novembre. La thématique du colloque est celle des villes-santé en temps de crise sanitaire, avec pour objectif de partager les apprentissages de la crise mais aussi de préparer l'avenir. Suite à des discussions ayant eu lieu en Bureau des axes thématiques ont été proposés : les politiques de prévention/promotion de la santé, la santé mentale et les inégalités sociales de santé en contexte de crise sanitaire.</p>	<p><b>(également en cours au sein des villes/EPCI d'Evry Courcouronnes), intérêt de la ville de Rouen</b></p> <p><b>Axes de plaidoyer à développer : santé mentale, loi 4D</b></p>
--	---	--

Un appel à communications sera lancé permettant aux villes de présenter des actions qu'elles ont pu mettre en place pendant la crise sanitaire et cela donnera lieu à des ateliers l'après-midi du colloque pour travailler en petit groupe. Ce sont des axes de thématiques proposés mais vos contributions sont les bienvenues.

**Invitation prise de parole :**

**Dominique Bourgois (Toulouse) :** Réseau régional Grand-Sud nous n'avons pas encore prévu d'organiser de rencontre et nous aurons sans doute besoin de vous. Toulouse avait proposé un sujet sur les addictions. On en rediscutera avec mes collègues de la Région Grand-Sud et avec le secrétariat du Réseau pour nous aider à réactiver ce Réseau régional.

Concernant le programme du colloque, celui-ci est effectivement tout à fait d'actualité. Je trouve les thèmes (des ateliers) un peu large « promotion de la santé » c'est ce qu'on fait depuis des années. Sur thématique Covid on a innové sur des actions spécifiques de prévention (masques, gel hydro alcoolique) et je pense que ce thème aurait pu être débattu. De même pour la vaccination, beaucoup de villes ont été porteurs de centres de vaccination publics, c'est le cas à Toulouse très investi dans la campagne de vaccination. Ces sujets auraient pu être débattus et préciser ce qui est dans chaque thématique. Également notion d'adhésion des citoyens aux mesures restrictives au port du masque, geste barrières et c'est peut-être ça qui a créé des inégalités sociales de santé. Il y a aussi des gens qui ont été confronté à des situations économiques compliquées et des personnes qui vivent dans des logements qui ne sont pas favorables à la santé en général et encore moins en temps de crise. Semble intéressant de ne pas rester sur des énoncés très larges qui notamment ne parlent pas aux autres élus (que les élus à la santé). Pour les techniciens ça sera important de montrer qu'on se déplace pour parler de sujets très concrets et idem pour les élus : embarquer d'autres élus.

**Yannick Nadesan (Président – Rennes) :** Merci pour ces apports. Il y a peut-être une question de fond, l'approche que l'on a c'est que l'on a une expérience (celle du Covid) en cours mais on a aussi d'autres crises sanitaires devant nous. L'idée du Colloque est de pouvoir avoir les deux aspects et de ne pas être uniquement sur l'expérience passée.

**Dr Khalifé (Metz) :** S'associe aux autres membres pour saluer le travail et le bilan 2020. Je souhaite revenir sur le 5G, sujet sur lequel, je sais, nos amis de Rennes ont énormément travaillé. J'ai eu le privilège de coordonner un groupe de travail au niveau de la Métropole de Metz qui associe urbanisme santé, économie et développement durable pour essayer d'être le plus pédagogue possible vis-à-vis de la population. On est en pleine restitution des travaux et j'aurais aimé savoir si ce thème a été abordé au sein du réseau ?

**Réponses**

**Maude Luherne :** C'est effectivement un sujet sur lequel nous sommes de plus en plus sollicités. C'est un axe que l'on n'a pas encore creusé mais qui fait partie indirectement du PNSE4.

**Nina Lemaire** : Effectivement nous avons diffusé un Ville-à-Ville du service santé-environnement de Rennes qui visait à recenser ce que les autres villes faisaient concernant les antennes relais et spécifiquement comment elles se positionnaient par rapport à la 5G.

**Florent Montillot (Orléans)** : Concernant les actions à mener sur 2021. Une actualité, je suis au Bureau de l'association des villes université de France et nous sommes intervenus auprès de la ministre Madame Vidal ces derniers jours sur les questions de formation en santé : les étudiants en PACES peuvent redoubler cette année alors que les étudiants en PAS de l'année prochaine ne pourront pas redoubler, on se retrouve sur une forme d'inégalité. RfVS pourrait venir en appui du réseau des villes universitaires pour interpeller les 2 ministères (santé et études)

Deuxième point concernant la Santé mentale qui est un sujet majeur. Je souhaite que l'on puisse travailler sur la communication entre les Maires et les directeurs d'hôpitaux psychiatriques. On a à Orléans une démarche actuellement sur la communication entre la Mairie et la direction de l'hôpital sur les questions de HO et HDT car on avait des problèmes de personnes transférées par HO ou HDT au centre hospitalier psychiatrique et qui se retrouvaient dehors dès le lendemain, avant même que la Mairie ait été prévenue. C'est un vrai sujet de fond sur lequel il faut avoir en 2021 car il y a dans ce pays une vraie problématique de violences et de meurtres... Nous avons besoin de travailler de concert, en coopération et avec communication entre Villes et HP.

**Commentaires chat :**

**Patricia Saraux (Nice)** : un sujet sur anticiper la consommation de produits et déconfinement durant l'été

**Hélène Pauchet (Lille)** : La santé mentale, l'accès aux dépistages et aux soins

**Anne Mélot (Rouen)** : La santé mentale incontournable

**Henri Metzger (Mulhouse)** : La santé mentale doit être une urgence nationale

**Mathieu Parneix (Limoges)** : Nous travaillons particulièrement la question des SDRE et SDT dans le cadre du CLSM de Limoges

**Isabelle Haumont (Bordeaux Métropole)** : Attention à ne pas assimiler violences et troubles psychiques

**Poitiers** : les conseils locaux de santé mentale sont des supports facilitant pour travailler ces questions de santé mentale et d'articulation entre Ville et Hôpital

**Pascaline Echard-Bezault (Evry-Courcouronnes)** : idem pour Evry Courcouronnes pour le rôle des CLSM

**Henri Metzger (Mulhouse)** : tout ce qui concerne la prise en charge de la pédopsychiatrie qui est en train de s'étioler complètement

**Patricia Saraux (Nice)** : il convient de protéger les personnes présentant un trouble de santé qu'il soit physique et mental. HO et SDRE sont souvent des sujets des CLSM. L'interconnaissance des acteurs et leur réunion est porteuse de solutions locales et de nouvelles postures et organisations

**Jeanne-Marie De Amorim (Orléans)** : Orléans y travaille également dans le cadre de son CLSM. Il n'est pas question en effet d'assimiler violences et santé mentale ; cependant une des problématiques travaillées est le non suivi et/ou l'arrêt des traitements chez des personnes fragiles (sans domicile fixe notamment) et hors parcours

**Janique Fontaine (Calais)** : Un travail sur la prévention des violences intra familiales serait utile également. Une explosion en a été constatée.

**Céline De Laurens (Lyon) :** Je m'associe aux remerciements. Concernant les sujets 2021, je souhaite porter l'attention sur le fait que ce serait intéressant de travailler sur la résilience, commencer à tirer les leçons notamment en termes de gouvernance face à la crise. Il faut se préparer à des futures crises sanitaires. Je partage l'urgence en matière de santé mentale et j'ai été très sensible à la proposition de positionnement faite par le RfVS, il y a un vrai besoin d'investissement financier pour cette année voire peut-être un état d'urgence de santé mentale à déclarer. Enfin sur le sujet santé environnementale, je souhaite soutenir ce que Sophie Pamies disait, Lyon sera mobilisé. Je souhaitais souligner l'importance que le RfVS se penche sur le sujet « One health ». Aujourd'hui se dessine un enjeu international autour des questions « One Health » avec la création du Haut Conseil en Santé Globale dont la France souhaite être apparemment tête de pont. Positionnement de la santé humaine à l'intérieur de cette santé globale est un positionnement important, il y a un rôle important à jouer dans ce trio santé globale qui intègre la vision systémique entre santé humaine, santé animale et santé environnementale. Dans les outils de communication, l'idée de pouvoir davantage mutualiser des outils de sensibilisation, peut-être en lien aussi avec Santé Publique France, intéressant car ce sont des investissements importants au niveau des villes et ça peut libérer du temps d'agent et être assez précieux de notre côté.

Commentaires chat :

*Sophie Pamies (Lyons) : puisque vous ne me donnez pas la parole, quelques propositions de thématiques outre la résilience et la gouvernance comme l'explique en ce moment mon élue, la question de la vaccination et du rôle des Villes est primordiale car pratique adhésion à la vaccination contre la Covid 19 mais également rattrapage des couvertures vaccinales autres qui se sont effondrées (par exemple HPV). Enjeu également d'augmenter la littératie en santé. Les premières analyses à Lyon, montrent que les consignes sur les mesures barrières, l'isolement sont mal comprises, cela est en cours aussi de réflexion au niveau du conseil scientifique de l'EN...*

*Sophie AULAZ (Bourg-en-Bresse) : D'accord avec Sophie Pamies sur l'impact de la crise sur la vaccination "ordinaire", et le rôle des villes à ce sujet.*

*Patricia Saraux (Nice) : d'accord avec toi Sophie (Pamiès)*

**Pierre Hamelin (Jurançon) :** Remercie le Réseau de nous accueillir. Nous avons 3 attentes : la première en santé environnementale sujet très important dans le contexte car en lien avec l'élaboration ou la poursuite de contrainte santé. C'est important que le RfVS ait à cœur d'armé les Villes-Santé dans les échanges avec la population. Il faut qu'il y ait un travail très pragmatique sur ce que contrairement cela apporte d'être Ville-Santé pour pouvoir communiquer auprès de la population.

**Françoise Tenenbaum (Dijon) :** Souhaite insister sur deux choses, d'une part l'importance de la future loi 4D et du positionnement des villes sur la santé. Il faut travailler ça avec les conseils régionaux, les conseils départementaux, les EPCI et voir comment on peut faire valoir l'importance des actions des villes sur la santé. Il y a du travail à faire entre les différents niveaux de collectivités territoriales. Également sur la présence de nos villes, les codécisions aussi bien dans les établissements de santé que dans les ARS.

La deuxième chose : le climat change, il va faire de plus en plus chaud, nous avons des problèmes d'eau et beaucoup souhaite faire des retenues d'eau or celles-ci dans un climat chaud peuvent être à l'origine d'une pandémie apportée par les moustiques. Il faut travailler là-dessus avec peut-être le DREAL ou les ministères chargés de ça car il faut bien réfléchir avant de faire des retenues d'eau ou en tout cas de bien les surveiller.

Commentaires chat :

*Poitiers : un collectif Anti-bassine est constitué pour lutter contre la collecte d'eau et la prolifération des moustiques.*

*Moutouchetty Fabienne (Saint-Joseph) : Effectivement la santé mentale et la lutte contre les moustiques. Un enjeu de santé publique à l'île de la réunion sévit la dengue.*

**Patrick Kerros (Amiens) :** La santé mentale est capitale, sur du long terme donc il faut vraiment s'inscrire sur ce dispositif. Deuxième choses, la problématique des rats qui commence à proliférer dans les villes. Et troisième point l'usage des ville-à-ville (parle des synthèses 4 pages, pas des villes a ville) outils très utiles qu'il faut développer beaucoup plus. Enfin, concernant la 5G il y a eu le même problème au passage de la 3G puis de la 4G etc. si on engage un travail spécifique sur la 5G, on risque d'être très vite dépassé. Il faudrait peut-être plutôt développer une réflexion plus globale sur « population et évolution technique et risques santé »

**Yannick Nadesan (Rennes) :** Confirme les propos de Patrick Kerros, par l'expérience vécu à Rennes concernant la 5G. Mais l'un n'empêche pas l'autre. Partant de la 5G on a pu travailler sur les évolutions numériques de manière générale.

**Jacques Gauthier (Cannes) :** Souhaite que la lutte contre la mort subite soit incluse dans les réflexions du RfVS.

Commentaires chat :

*Poitiers : Pour information, Poitiers a mis en place une commission transversale sur les sujets de Promotion de la santé. Sont associés les élus et Direction Action sociale Santé, Urbanisme, Logement, Sport, Vie de quartier, Politique de la Ville, Education, Espaces Verts et Hygiène Publique Qualité environnementale. Si cette initiative vous intéresse, nous sommes à votre disposition pour la partager.*

*Anne Mélot (Rouen) : Oui, à Rouen, très intéressée par votre retour expérience de commission transversale à Poitiers.*

*Pascale Echard-Bezault (Evry-Courcouronnes) : Evry Courcouronnes dans la même démarche transversale autour de la mise en œuvre du contrat local de santé en transversal*

*Jane-Laure Danan (Grand Nancy) : Pour Poitiers et tous ceux qui sont intéressés par le sujet de la littératie en santé mentale je co-dirige une thèse de 3 cycles sur ce sujet ; doctorant en 3 EME Année. jane-laure.danan@grandnancy.eu 0683487087*

<p><b>5. Comptes 2020, affectation du résultat, présentation du rapport de la Commissaire aux comptes, Budget de l'association pour l'exercice en cours</b></p>	<p><b>Fragan Valentin-Léméni (Brest – trésorier) :</b> Comptes annuels 2020 : la situation financière du Réseau est très saine. On dispose d'un fonds de roulement confortable de 136 554 €.L'année 2020 est particulière car on y retrouve les traces des évènements de l'année (crise sanitaire et interne) l'année 2020 a donc été marquée par des sous dépenses. Dans le détail : Achats moins importants que prévu, d'autres frais comme les frais de prestations sont plus élevés du fait d'embauches intérimaire et notamment du manager de transition et des frais d'avocat. Les frais salariaux sont quant à eux moins importants car l'équipe est passée de 5/6 personnes à 3. Concernant les fonds dédiés et dotation, qui sont en phase de renégociation il y a des reports de fonds du fait de nos conventions pluriannuelles : sur les 113 000 euros nous allons pouvoir reporter 99 000 sur l'année 2021. Ce qui fait un total de charges d'exploitation de 357 429,14 €. Concernant les produits d'exploitation nous avons reçu les subventions ainsi que les cotisations comme prévu, le tout s'élevant à 360 773,16 €. Il y aura une reprise de 42 357 € de l'année 2019. Ce qui fait un excédent dégagé en 2020 de 3 344,02€ (contre 98 euros en 2019).</p> <p><b>Jean-Pierre Jager (Expert-comptable) :</b> le patrimoine de l'association s'élève à 619 106 €. Il y a une progression atypique de plus de 390 000€ par apport à l'année précédente qui est liée aux conventions triennales signées, qui ont fait monter d'un coup le montant total du patrimoine. Sur le résultat excédentaire, nous avons un petit excédent 3 344 € et sur les produits d'exploitation qui s'élèvent à 360 001 € lié aux subventions d'exploitation. <i>Des reports d'action dû à la crise sanitaire, nous avons reporté notamment 99 000 € sur 2021 (que vous verrez sur budget prévisionnel 21), un risque prud'hommal, et des activités décrites dans le rapport 2020.</i> Détails des fonds reportés :  <ul style="list-style-type: none"> <li>- Convention DGS : 39 000 €</li> <li>- Convention Santé Publique France : 10 000 €</li> <li>- Convention CDC/La Banque des Territoires : 50 000 €, soit l'intégralité des fonds attribués pour l'exercice 2020</li> </ul> <p><u>Les fonds 2019 utilisés en 2020 :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Convention INCa sur espaces verts, équité et santé : 22 000 €</li> <li>- Convention LNCC : 3 000 €</li> <li>- Ville de Perpignan, Urbanisme favorable à la santé : 5 000 €</li> </ul> <p>Sur les produits de l'exercice on voit que la progression 55 871 € est à rapprocher des produits d'exploitation avec l'augmentation des subventions et d'une reprise de provision et des fonds dédiés qui étaient de 15 200 € qui ont été extournés cette année à hauteur de 30 000 €, c'est-à-dire 30 000 € neutralisé en 2019 consommés en 2020.</p> </p>	<p><b>L'association connaît une bonne santé financière.</b></p> <p><b>Approbation des comptes 2020</b> 47 votants / 47 pour</p> <p><b>Approbation de l'affectation du résultat</b> 44 votants / 44 pour</p>
---	--	---



	<p>Concernant les charges de l'exercice concernant les projets, il y a une progression de 52 000 € avec une diminution des charges de personnels et d'autre part une augmentation sur les postes de charges externes en lien avec le recours à du personnel extérieur.</p> <p>Concernant le patrimoine de l'association on voit que les 619 106 € sont principalement issus de l'actif circulant. Sachant que la trésorerie représente un peu plus de 200 000 €. Le reste sont des créances sur les subventions. Du côté du passif, le montant de 619 106 € se répartit de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Fonds associatifs : 125 111 €</li> <li>- Provisions pour risque et charge : 12 000 €</li> <li>- Fonds dédiés : 99 000 €</li> <li>- Dettes : 22 996 €</li> <li>- Produits constatés d'avance : 360 000 €</li> </ul> <p>La trésorerie de 203 521 € est générée par des ressources stables à hauteur de 136 000 € (ressources définitivement permanente).</p> <p>Sur la variation on voit que l'on augmente de 11 000 €, 50% de cette variation provienne de ressources stables, les 5 000 € restants sont liés à des flux d'encaissement/décaissement donc temporaire.</p> <p><b>Anne-Laure Bertrand (Commissaire aux Comptes)</b> : La mission qui nous est confiée en tant que commissaire aux comptes est de vous présenter ces deux rapports : le rapport dit spécial qui traite sur les conventions règlementées de l'association (conclu avec une autre association ou entité dans laquelle il y aurait des administrateurs communs). Il n'y a pas ce type de conventions au sein du RfVS.</p> <p>Le deuxième rapport est un rapport sur les comptes annuels ayant deux objectifs : le premier étant de s'assurer de la sincérité et de la régularité des comptes annuels et le deuxième objectif est de s'assurer de la continuité d'exploitation.</p> <p>Concernant la sincérité et régularité, tous les travaux ont été menés, aucune anomalie n'a été décelée et les comptes qui vous ont été présentés sont sincères dans la mesure où ils retracent tous les éléments intervenus au cours de l'exercice. Donc sur le premier objectif celui-ci est atteint.</p> <p>Concernant la continuité d'exploitation, l'idée est de s'assurer de la capacité de l'association à pouvoir poursuivre son activité sur 12 mois à partir du 31 décembre 2021. On peut donc se positionner et se projeter jusqu'à la clôture 2021 et il n'y a pas de problème. Ce qui est intéressant c'est de se projeter un peu plus loin, et en entendant tout le début des échanges lors de cette AG et notamment dans le rapport moral du président il a été évoqué la dynamique du Réseau, pas inquiétude sur la poursuite de l'association et sur le maintien de ses activités. Sur le côté dynamisme projet il n'y pas d'inquiétude sur la continuité d'exploitation et concernant le budget non plus. Le deuxième objectif est donc atteint.</p> <p><b><u>Interventions sur les comptes :</u></b></p>	
--	---	--

	<p><b>Pascale Echard-Bezault (Evry Courcouronnes)</b> : Quels sont nos financeurs, quelle répartition, sur projet ou sur fonctionnement ?</p> <p><b>Réponse Maude Luherne</b> : 237 628 € de subvention, 130 000 DGS, 35 000 SPF, cotisations (75 000 €) et la subvention Banque des territoires à hauteur de 50 000 € par an. Il s'agit de financements sur projet en priorité (il n'est plus possible de demander des subventions de fonctionnement).</p> <p><b>Votes des comptes 2020</b>  <i>Votes Survey Monkey : 45 votants / 45 pour</i>  <i>Votes via visio et chat : 2 votants / 2 pour</i></p> <p><b>Vote sur l'affectation des résultats (report à nouveau)</b>  <i>Votes Survey Monkey : 37 votants / 37 pour</i>  <i>Votes via visio et chat : 7 votants / 7 pour</i></p>	
<p><b>6. Budget prévisionnel 2021</b></p>	<p><b>Fragan Valentin Léméni (Brest – trésorier)</b> : Le budget prévisionnel 2021 est équilibré. Il faut noter une augmentation des « autres services » qui permettrait de prendre en charge une partie des frais du colloque 2021 qui habituellement sont pris en charge par la ville d'accueil. Les charges de personnel sont plus importantes avec 190 000 € du fait du recrutement en cours d'une quatrième personne voire d'une 5ème personne dans l'équipe. Concernant les produits, vous pouvez voir les reprises 2020 de 99 000 € évoqués dans les comptes annuels 2020. Concernant les subventions, il a été question de faire une demande d'année blanche pour la Banque des Territoires car la subvention n'a pas été utilisée en 2020.</p> <p><b>Yannick Nadesan (Rennes - Président)</b> : Ce budget est à l'appui des actions 2021 qui vous ont été présentées précédemment.</p> <p><i>Il n'y a pas de demande de prise de parole. Le vote pour le budget prévisionnel est lancé.</i></p> <p><b>Votes Survey Monkey : 42 votants / 42 pour</b>  <b>Votes via visio et chat : 5 votants / 5 pour</b></p>	<p><b>Approbation du Budget prévisionnel 2021</b>  47 votants / 47 pour</p>
<p><b>7. Elections du Conseil d'Administration</b></p>	<p><b>Yannick Nadesan (Rennes - Président)</b> : Remercie les membres du Bureau pour leur participation active. Remercie particulièrement Amiens et salue Patrick Kerros avant son départ en retraite ; la ville de Nantes, avec le départ de Patricia Sarau, qui reste dans le réseau, maintenant à Nice ; remerciement également à la ville de Brest, et Mulhouse avec Henri Metzger qui avait précédente expérience du Réseau. Marseille avec une évolution côté élu ce qui me permet de saluer l'arrivée de Michèle Rubirola au sein du Bureau. Et</p>	<p><b>Les villes suivantes sont élues membres du CA :</b>  <b>Nantes</b> (25 votes pour)  <b>Bordeaux</b> (23 votes pour)  <b>Grenoble</b> (23 votes pour)</p>

	<p>également la ville de Besançon pour sa présence très active ces derniers mois. Ainsi qu'Arnaud Laurans de la ville de Rennes qui a également été très impliqué.</p> <p>Ce Bureau est soutenu par le Conseil d'Administration avec les villes de : Angers, Grand Nancy, Grenoble, Lille, Paris Vallée De La Marne, Strasbourg</p> <p>En plus de nos grandes instances certaines villes ont également été particulièrement actives avec des implications thématiques.</p> <p>Le CA est renouvelé par moitié du CA, pour un nombre total de 7 membres au Bureau et de 6 membres supplémentaires dans le CA. Le mandat de 7 de ces membres se termine et il faut donc opérer un renouvellement. Nous avons reçu beaucoup de candidatures, soit de renouvellement soit de nouveaux candidats. Ces candidats sont les villes et EPCI de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Aix les Bains</li> <li>- Amiens</li> <li>- Bordeaux</li> <li>- Bourgoin Jallieu</li> <li>- Cannes</li> <li>- Grand Nancy</li> <li>- Grenoble</li> <li>- Lille</li> <li>- Limoges</li> <li>- Lyon</li> <li>- Metz</li> <li>- Mulhouse</li> <li>- Nantes</li> <li>- Nice</li> <li>- Rouen</li> <li>- Strasbourg</li> </ul> <p>Souhaite proposer évolution pour le CA, qui est d'élargir le nombre de membres du CA, ce qui serait cohérent avec la taille du réseau. Nécessiterait la modification des statuts lors d'une Assemblée Générale Extraordinaire.</p> <p>On peut proposer également la possibilité d'avoir pour certaines villes volontaires, un statut d'observateurs au CA. C'est aussi une manière de reconnaître ces nombreuses candidatures et de leur dynamisme.</p> <p><b>Maude Luherne (RfVS) :</b> 2 minutes de présentations par candidat, ordre alphabétique de passage. Vote via lien. Il y a 7 sièges ouverts. Possibilité de voter pour 7 villes maximum (possibilité de voter moins).</p>	<p><b>Strasbourg</b> (23 votes pour)  <b>Lille</b> (23 votes pour)  <b>Mulhouse</b> (21 votes pour)  <b>Nice</b> (21 votes pour)</p> <p><b>43 villes votantes en tout</b></p>
--	---	---

**Présentations des candidats au Conseil d'Administration**

**Michelle Brauer, Aix Les Bains :**

Petite ville de 30 000 habitants ; vice-présidente du CCAS mais aussi élue en charge de faire une ville handi-bienveillante. Je suis moi-même en situation de handicap depuis quelques années. J'apprécie particulièrement le RfVS pour l'humain qui est toujours au cœur des actions ainsi que la participation citoyenne. Suite à mon investissement auprès du RfVS on a pu relancer les espaces sans tabac, les espaces verts grâce au document envoyé, nous sommes en train de créer des espaces verts urbains accessibles à tous. Projets sur handicap « handi-Aix » en cours, nous mettons par exemple en place des visites en binôme avec une implication de toutes les associations. Le CLS est validé et on travaille sur la relance du CLSM qu'on va relancer avec 4 autres CLSM du département (belle mutualisation), travail en continue sur la qualité de l'air, la lutte contre le moustique tigre et je participe au GT Bruit, à ce titre nous faisons une grande journée d'information sur le handicap auditif et la prévention ainsi que sur la prévention des AVC. Ma mission au niveau de la ville handi-bienveillance est transversale et au niveau santé environnementale cela me donne des points précis à travailler.

**Bruno Bienaimé, Amiens :**

Je suis nouvellement adjoint à la santé et la transition écologique. Je suis très heureux de rencontrer ce réseau car je n'avais jamais été élu. Amiens est une ville historiquement présente dans le réseau (3 ans trésorière, 3 ans vice-présidente). Le projet municipal : ville fait sienne les valeurs du Réseau. Notre projet repose sur la mise en œuvre d'environnements totalement favorables à la santé reposant sur le concept d'universalisme proportionné ainsi que sur l'intersectorialité et le partenariat. On souhaite promouvoir des environnements qui soient favorables à la santé ; un environnement respectueux de la santé des amiénois, un environnement forcément sanitaire vu le contexte actuel et qui soit à la hauteur des attentes de nos concitoyens. Et aussi un environnement propice à être acteur de la santé. Service de santé piloté par Patrick Kerros, qui va bientôt partir en retraite, mais qui va rester encore un peu. CLS et CLSM sont déjà chez nous très avancés.

**Sylvie Justome, Bordeaux :**

Trois lignes de forces :

- une priorité de mandat : la prévention en santé et en particulier santé-environnement qu'on a commencé à mettre en place avec des sensibilisations (qualité de l'air, distribution prévue des gourdes dans les écoles pour remplacer bouteilles plastique dès le plus jeune âge)
- cellule de crise santé mentale qui se réunit en particulier concernant les étudiants et la prochaine fois sur enfants (déjà 4 réunions depuis début de mandat)
- engagement au sein des activités du réseau : notamment sur le PNSE4 et sur les leviers du changement en prévention santé (table ronde en lien avec le cnfpt)

**Bourgoin Jallieu :**

**Alain Batillot** : Elu santé, sport-santé et à l'environnement et par ailleurs retraité gynéco-accoucheur.

**Emmanuel Terras** : Responsable du service hygiène et promotion de la santé. Ville engagée depuis très longtemps en faveur de la promotion de la santé et de la santé environnementale. C'est une des premières villes du département à avoir mis en place un CLS ; Dans le cadre de son renouvellement nous avons effectué un travail pédagogique très important auprès des élu.e.s et des différents services grâce aux outils du Réseau et de l'IREPS pour leur faire prendre conscience de l'impact de leur propre politique et des travaux qu'ils font sur la santé des habitants. La ville met en place de nombreuses actions pour améliorer le bien-être physique, psychique et sociale de la population. L'axe fort est la lutte contre la sédentarité par l'activité physique ; on favorise les déplacements, on met à disposition des espaces verts et propose des activités physiques encadrées et gratuites pour tous, nous souhaitons également développer le sport santé sur ordonnance avec une implication forte des associations sportives. Le renouvellement de notre PLU nous amène à développer l'Urbanisme Favorable à la Santé.

Elu : on est intéressés pour être acteurs de la vie du Réseau, porter la vision des petites villes au sein du conseil d'administration qui est composé surtout de grandes villes.

**Cannes, Jacques Gauthier** :

Canne est membre ancien du Réseau. On s'est beaucoup enrichi à discuter avec l'équipe du réseau. C'est en raison de tout ça qu'on souhaite s'engager davantage dans la vie du réseau pour affirmer sa présence et pour être un interlocuteur plus ressenti, mieux perçut pas les différents intervenants. Au niveau de la ville on a surtout développé l'ensemble des dispositions environnementales. La Covid a beaucoup estompé la prévention qui était notre objectif premier. Porté dans le projet de la ville de Cannes la lutte contre la mort subite du nourrisson car toutes les villes peuvent avoir un impact sur cette thématique. On a développé beaucoup d'activités de plein air, le sport-santé, les ordonnances sport-santé. Actuellement face à la Covid, on développe des réseaux concernant la santé mentale, ce qu'on souhaite aussi développer au sein du réseau. On ressent aussi comme une fierté d'avoir été appelé à cosigner la déclaration sur la santé mentale en préambule à cette réunion. Merci de votre écoute.

**Grand Nancy, Jane-Laure Danan** :

Métropole est engagée depuis longtemps dans le réseau, elle en a aussi assuré la présidence. J'ai rejoint la Métropole en 2019 et j'ai pu voir force et la richesse du Réseau. La Métropole du Grand-Nancy a montré via son CLS combien elle était intéressée pour partager avec les acteurs et les acteurs de terrain notamment, ainsi qu'avec des acteurs plus éloignés comme le Réseau. Il est toujours intéressant d'échanger sur la santé environnementale, sur le CLSM, on pourrait développer la lutte contre les fakes news etc. La Métropole du Grand-Nancy souhaite continuer ce partage et cette participation active implication au sein du réseau. Nous avons contribué à une audition pour accueillir un nouveau membre et idée de développer un système de parrainage entre les villes qui ont plus d'expérience en la matière et celles qui en ont moins pour partager les expériences. Idées à apporter et serai à l'écoute de vos propositions.

**Grenoble, Pierre-André Juven** :

Grenoble s'implique depuis plusieurs années dans le Réseau, indique la foi que nous avons dans la capacité d'agir des villes et celles du Réseau. Nous joignons les priorités du Réseau :

- santé publique, réduction des risques, importance de la prévention notamment dans alimentation, santé mentale, nous sommes en train de mettre sur pied un plan de santé mentale pour répondre aux conséquences de la crise.
- modes d'action singulier comme le recrutement par la ville de travailleurs et travailleuses pairs
- Santé environnementale avec une délégation urbanisme et santé : énormément de travaux sur UFS, matériaux biosourcés, confort d'été (isolation thermique), travaux sur la qualité de l'air (particules fines et d'azote), autour du bruit également
- accès aux soins et de l'activation des droits en santé avec principe démocratique avec l'association des patients et patientes et droits en santé.

**Lille, Helene Pauchet :**

Responsable santé à la ville de Lille. Lille est une ville de 200 000 habitants. On a un CLSM depuis 2012. Nos axes prioritaires pour l'années à venir sont :

- la santé mentale
- l'accès au droit au soin et au dépistage

On est en train d'écrire avec les partenaires internes et externe à la ville un plan d'accompagnement d'urgence des personnes sur la souffrance psychique face à une région qui est fortement touchée par la covid, troisième fois confinée, les Hauts de France étant également fortement touché par d'autres thématique santé.

Lille avec les villes d'Amiens et Calais ont été très impliqué dans le Réseau régional des Hauts de France, a été au CA pendant 6 ans et a bien porté le message des villes en étant présents à toutes les réunions, répondant présent également lors de divers sollicitations (Cours des Comptes, Groupes de Travail...). Pour nous c'est important de faire remonter les choses rapidement, on sait l'importance de ce Réseau, du binôme élus / technicien et de la force d'être ensemble. Le rôle des villes va encore continuer à monter suite à crise Covid et au plaisir de porter la voix de toutes et tous pendant encore 6 ans.

**Limoges, Bertrand Parneix :**

Ville qui prend soin de son environnement et de sa santé. Notre EPCI est particulièrement investie dans la filière de la gestion de l'eau en lien avec l'Office international de l'Eau que Limoges héberge partiellement ainsi que le Centre de Formation National des Métiers de l'Eau. Concernant la ville elle-même il y a aussi un certain nombre d'actions mises en œuvre par le maire qui est également co-président de la commission santé de France urbaine. Travail sur les allergènes, soutien sur la recherche par le développement d'une bourse CIFRE pour doctorant. Soutien accru en cette période au centre de vaccination qui fonctionne au maximum en ce moment, CLS depuis 2011 particulièrement dynamique. CLSM auquel je suis particulièrement attaché en tant que psychiatre et qui est particulièrement actif sur un certain nombre de thématique. Lutte contre les perturbateurs endocriniens avec l'entretien des crèches (généralisation de l'usage de la vapeur pour l'entretien), porcelaine dans les cantines.

**Lyon, Céline de Laurens :**

Porte candidature commune avec le docteur Sophie Pamies. Collectivité active dans le Réseau depuis 2003. Le nouvel exécutif Lyonnais incarne la vision de l'OMS concernant la santé, notamment avec l'intégration dans le plan de mandat de la mise en place d'un indicateur de bien être comme outil d'évaluation des politiques. Projets de la ville : les gestes qui sauvent et le réseau immuniser Lyon qui sont les deux actions phare ; Partenariats innovants avec établissement français du sang ; travail au long court sur réduction des inégalités sociales et de santé avec des outils comme le CLSM, la médiation santé et les ateliers santé ville. Projet de renégociation de CLS en cours que l'on souhaite étoffer d'un volet santé mentale, santé environnementale avec un gros axe perturbateurs endocriniens et qualité de l'air mais aussi sport santé, alimentation santé et démocratie sanitaire. Souhaite développer particulièrement l'approche « one health » avec une vision coopérative et solidaire de la santé, ce qui se traduit par notre implication dans différents réseaux à différentes échelles qui porte la vision que l'on a qui est résolument humaniste. Par exemple le maire de Lyon co-préside la commission santé du Réseau France Urbaine et l'installation de l'académie OMS à Lyon qui a vocation à devenir la structure de formation de référence au niveau mondial pour les professionnels et acteurs de la santé globale sont deux éléments importants. Différentes priorités pour le RfVS : Faire en sorte que le RfVS puisse peser dans décision à venir, vision « one health » à faire vivre et travail sur la capitalisation des actions ;

**Metz, Christelle ENAUX-BOHL :**

Dr Khalifé retire la candidature car il y a pléthore de candidats mais est disposé à animer un Groupe de Travail 5G.

**Mulhouse, Henri Metzger et Marion Sutter :**

Très concentré sur les inégalités sociales de santé, la participation des habitants. Nous en sommes à notre 3eme CLS, nous avons CLSM et nous avons dans ce CLSM le mois du cerveau qui représente toutes les associations sur toutes les pathologies du cerveau, aussi bien psychique que organiques. C'est un échange annuel très riche.

Être au CA cela veut dire participer au Réseau et de le développer. D'une part le réseau national pour développer et renforcer toutes les transversalités dont on a parlé précédemment mais aussi le réseau régional, on a fait une réunion Grand-Est récemment et contacter des réseaux étranger (Italie) et aussi défendre la position des villes/intercommunalités dans la définition de la santé. Par rapport à l'Etat il faut maintenir un dialogue (musclé) car il n'est pas évident que notre parole soit entendue. Développer nos partenariats avec d'autres associations ou Réseaux comme France Urbaine et ESPT pour se faire entendre dans la mise en place de politique de santé. Pour autant qu'il faut absolument être dans tout l'environnement, les différents secteurs (logements etc.) il faut aussi se battre pour que le système de santé soit plus démocratique et qu'il soit renforcé. On assiste par exemple en psychiatrie a un démantèlement complet à cause d'un manque de moyens. Nous voulons être dans CA pour nous battre aussi bien dans la promotion de la santé que la santé curative également.



**Nantes, Marlène Collineau :**

Plaisir de renouveler la candidature de la ville de Nantes pour être membre du CA. Nantes est depuis longtemps dans le réseau mais c'est un nouveau mandat pour moi (un peu moins d'un an). Patricia Saraux, technicienne de Nantes a rejoint la ville de Nice. Nantes est donc en cours de recrutement d'une directrice. Le regard sera évidemment tourné vers le Réseau car on souhaite faire perdurer l'implication de Nantes dans le Réseau.

La force de l'organisation c'est le partage d'expériences, les fameux Ville-à-Ville dont parlait Maude, approfondissement de la réflexion de la santé sur nos territoires, et aussi l'organisation de notre voix collective dans les discussions nationales. De ce point de vue là c'est très important d'avoir un Réseau qui fonctionne et qui de plus en plus se fasse entendre.

La crise sanitaire a montré que les politiques de prévention et promotion santé publique sont nécessaires et qu'elles sont trop souvent impensées dans la tête de certains.

Lors du début de mandat nous avons pour priorité : la santé, l'écologie, la sécurité et l'égalité. La santé était le premier pilier au cœur de notre mandat municipal. On serait enthousiaste à l'idée de continuer de participer à l'animation et à la visibilité du Réseau. Nombreuses candidatures témoignent de la volonté des villes à s'organiser pour faire valoir les sujets au niveau national.

**Nice, Richard Chemla :**

Le maire de Nice a vraiment placé en priorité la santé et l'écologie. Nice est sur domaine santé unique. On vient de créer une agence de sécurité sanitaire et d'environnement et des risques. Mise à mal avec le Covid et la tempête Alex. On vient d'avoir le label sur le sport-santé et on est en train de travailler sur une charte des perturbateurs endocriniens, et à la rentrée un premier congrès sur les perturbateurs endocriniens. On a installé une cuisine sans plastique et nous sommes également en train de travailler sur des thématiques de santé mentale avec l'implication de psychologues, avec des appels en direct vers les psychologues pour les étudiants et les seniors. Nous sommes aussi en relation avec nos voisins Italiens pour mettre en place un arc de santé. Travaille aussi sur la médiation animale pour les seniors et les écoles. En train d'installer un CLS qui démarre, un conseil scientifique qui essaye d'apporter l'information sur l'ensemble de nos communes sur comment avoir la bonne action. Volet santé de la délégation a fortement été impacté par la crise Covid et la vaccination, on essaye d'apporter au-delà de la vaccination, de monter l'impact de ce Covid dans le cadre environnemental. On développe bien entendu le principe de la santé unique de la femme enceinte jusqu'aux seniors, à essayer d'apporter ce bien être, c'est la définition même de ma délégation. On se félicite d'avoir maintenant Patricia Saraux dans l'équipe.

**Rouen, Sophie Carpentier, Anne Mélot :**

Nouvelle municipalité affiche une volonté forte et engagée des élus de porter politique de santé ambitieuse pour l'ensemble de nos concitoyens, intégrer la santé dans toutes les politiques de la ville. Renforcer justice sociale par la réduction des inégalités sociales et santé et l'accès au soin pour tous. Mettre en place CLS et CLSM priorité du mandat. Créer une ville agréable, garantissant une sécurité environnementale pour la

	<p>population actuelle et les générations futures sont les axes forts de notre politique. Plan de renaturation de la ville est en cours, vous savez quel accident industriel a été vécu à Rouen avec l'incendie de Lubrizol. Travaille aussi sur les mobilité actives, les mobilités douces et forcément sur la qualité de l'air extérieur. Ce mandat a une volonté de transversalité, forte et affichée entre les services. Aussi ma délégation porte sur la prévention et la promotion de la santé dont le Sport santé, le CLS, les ateliers santé ville, la santé environnementale, et le risque majeur. Je suis donc en lien avec 4 adjoints de la mairie de Rouen et nous travaillons aussi avec métropole et avec l'ensemble des interlocuteurs de terrain. Souhait de mener une politique de santé cohérente, claire et lisible pour le territoire à destination de tous les Rouennais.</p> <p>Motivation pour intégrer le CA : afficher l'ambition de la ville de Rouen de réinvestir pleinement le champ de la santé, contribuer activement à la définition des orientations stratégique et au fonctionnement et participer au plaidoyer pour reconnaître le rôle central des villes en matière de santé auprès des instances publiques.</p> <p>Anne Mélot : Souhaite rappeler que Rouen est membre du Réseau depuis 2004 et s'investit depuis longtemps dans champ de la santé.</p> <p><b>Strasbourg, Alexandre Feltz :</b></p> <p>Strasbourg innove en santé depuis très longtemps, dû à notre histoire particulière que l'on appelle Bismarckienne. Il n'y a qu'à regarder ses compétences en santé scolaire, en santé dentaire, en service de vaccination, au PMI. La ville innove tout d'abord par le sport-santé, dont on coordonne le Groupe de Travail qui se réunit très régulièrement, les assises sport-santé devrait également avoir lieu cette année (en hybride). Coté environnemental avec le travail aussi avec le Réseau, on coordonne le Groupe de Travail sur les Perturbateurs Endocriniens avec la ville de Paris. Nous sommes disponibles pour cette animation en Réseau pour travailler au sein du réseau, aussi sur l'accès au soin avec les maisons urbaines de santé.</p> <p>Il faut qu'on réussisse enfin dans le cadre d'une campagne présidentielle parler santé et pas que du soin. On doit ramener le débat sur l'éducation à la santé, la promotion à la santé, à la réduction des risques. Je vois trop une dérive sécuritaire, surtout une dérive qui met en place des actions qui ne sont pas de l'éducation et promotion à la santé. On doit pouvoir tenir cette parole collectivement, cette parole des territoires pour intégrer enfin dans une logique nationale cette logique que l'on développe au niveau local. A la disposition du Réseau pour continuer d'animer ces groupes de travail et pour développer le plaidoyer ; il faut que le Ministre reçoive le Président du Réseau, c'est en ce sens-là que nous devons travailler ensemble.</p> <p><i>L'AG procède aux votes</i></p>	
<p><b>8. Adhésion de nouveaux membres (Val de Fensch, Val de Garonne, Jurançon, Albi)</b></p>	<p><b>Yannick Nadesan (Rennes - Président) :</b> Gilbert Hangard, Maire adjoint d'Albi est excusé. Pour information il est Président de réseau ESPT</p> <p><b>Albi, Sandrine Camman :</b> Responsable du service santé de la mairie d'Albi (pas tout à fait 50 000 habitants). La ville a souhaité développer cette partie santé dans cette mandature avec la création d'une délégation à la santé confiée à Gilbert Hangard, qui est aussi directeur d'un centre hospitalier en psychiatrie et qui est</p>	<p><b>L'Assemblée Générale valide l'adhésion des nouveaux membres : les Communautés d'agglomération du Val de Fensch et du Val de Garonne ainsi que les villes de Jurançon et Albi)</b></p>

	<p>également Président de l'association ESPT. C'est un jeune service de santé car il existe depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021 mais la ville a travaillé depuis 2018 sur un CLS autour de 4 axes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- bien vieillir (partenariat autour de la semaine bleue)</li> <li>- optimisation du réseau de visiteurs à domicile (mieux repérer les personnes en risque d'isolement)</li> <li>- alimentation et activité physique en cours, notamment avec un maison sport santé qui est en train d'obtenir son label ; le service santé fait partie du copil de ce travail avec le service des sports</li> <li>- Accès aux soins et à prévention avec plusieurs objectifs : favoriser le développement des compétences psychosociales dès le plus jeune âge (hygiène buccodentaire, travaille auprès des femmes enceintes, des jeunes mères et des familles monoparentales pour tout ce qui est facteur de risques (cancer, recours au dépistage, sensibilisation et accompagnement à la prévention à la santé pour les étrangers primo-arrivants et enfin tout ce qui est amélioration du repérage et de l'accompagnement des personnes en situation de souffrance psychosociales)</li> <li>- 3<sup>ème</sup> axe du CLS qui est le bien-être des jeunes et prévention des conduites à risques</li> <li>- Axe santé mentale : CLSM créé depuis 2013, à l'initiative de Monsieur Hangard, de la ville d'Albi et des représentants des malades (GEM, SEMSA, Unafam etc.)</li> <li>- Attractivité médical, environnement, espace sans-tabac et avec le Covid centre de vaccination</li> </ul> <p><b>Val de Fensch</b> a dû quitter la réunion.</p> <p><b>Val de Garonne</b> : excusé également, ils ont recruté très récemment une personne pour être référente au Réseau</p> <p><b>Jurançon, Pierre Hamelin</b> :</p> <p>Jurançon est une commune de 7 000 habitants et qui fait partie de l'agglomération de Pau. Nous sommes une petite commune par rapports à d'autres villes que j'ai entendue aujourd'hui. La question de la santé est une nouveauté de ce nouveau mandat qui s'organise autour d'un Comité Consultatif Santé qui mobilise les forces vives. Il a 3 axes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- prévention qui est priorisée, surtout dans ce contexte covid qui écrase un peu tous les autres sujets</li> <li>- coordination et amélioration du réseau autours des soins</li> <li>- santé environnementale autour de la notion de ville apaisée, avec un cadre de vie qui favorise la santé physique et mentale. Il y a d'ailleurs dans le comité consultatif de ce soir des intervenants départementaux du sport-santé pour envisager les premiers axes.</li> </ul> <p>Etant urbaniste et directeur d'un SOLIHA, j'ai un regard particulier sur l'habitat, habitat indigne/logement qui rend malade. Peut être une personne ressource sur ce sujet pour les autres membres du réseau.</p> <p>Il est important d'avoir des indicateurs qui peuvent être visibles de l'espace public pour montrer ce qu'apporte le fait d'être membre du réseau.</p>	
<p><b>9. Annonce des résultats du CA</b></p>	<p>Maude annonce les villes élues :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nantes</li> </ul>	

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Bordeaux</li> <li>• Grenoble</li> <li>• Strasbourg</li> <li>• Lille</li> <li>• Mulhouse</li> <li>• Nice</li> </ul> <p><b>Yannick Nadesan (Rennes - Président)</b> : félicitation aux villes élues ou réélues au CA. Je crois qu'il ne faut surtout pas considérer les villes non élues comme non actives. Nous pourrions réfléchir à une évolution du nombre de villes participantes au CA et aussi sur le statut d'observateur qui pourrait permettre de faire évoluer les choses et permettre aux villes qui souhaitent s'impliquer sans pour autant avoir été élues de pouvoir le faire. Ce sont des échanges que nous pourrions avoir avec le nouveau CA et affiner ces réflexions, pour aboutir sur un débat dans une future AG extraordinaire.</p>	
<p><b>10. Calendrier 2021 et questions diverses</b></p>	<p>Sera envoyé par email suite à l'AG</p>	
<p><b>11. Clôture de l'AG</b></p>		